Zeitschrift: Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung

Herausgeber: Verlagsgenossenschaft Schweizer Soldat

Band: 11 (1935-1936)

Heft: 18

Artikel: Le spese militari straordinarie

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-710064

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

2me obstacle: Il n'y a pas d'instance supérieure aux commandants d'armée pour concilier leurs conceptions divergentes, comme ce sera le cas par la suite sous la forme des commandants de groupes d'armées. Et le G. Q. G. allemand est à la fois trop loin du front (Coblence puis Luxembourg) et relié à lui par des moyens insuffisants (T. S. F. seulement).

Le *3me obstacle* à l'exécution du plan Schlieffen, c'est son renversement par la Direction Suprême elle-même. Il suffit pour s'en convaincre de lire la « Campagne de la Marne » du général von Kuhl, chef d'Etat-major de von Kluck. Il écrit à la page 179 au sujet des événements du 5 septembre:

« A 7 heures arriva au Q. G. de la 1re armée à la Ferté-Milon un radio de la Direction Suprême, envoyé la veille au soir, qui plaça les 1re et 2me armées devant une mission toute nouvelle et provoqua un changement complet dans les opérations: ‚Les 1re et 2me armées resteront face au front Est de Paris, 1re armée entre Oise et Marne, tenant les ponts de la Marne à l'ouest de Château-Thierry, 2me armée entre Marne et Seine, tenant les passages de la Seine entre Nogent et Méry inclus. 3me armée marche sur Troyes à l'est.' Les motifs qui avaient amené la Direction Suprême à cette modification nous étaient inconnus. Nous ne pouvions pas nous faire une image exacte de la situation, car nous ne pouvions pas embrasser les événements qui se passaient au centre et à l'aile gauche des armées. L'idée de refouler les Français vers le Sud-Est était abandonnée. Le grand mouvement enveloppant par la Belgique n'avait pas abouti à l'enveloppement des Français: le plan Schlieffen avait échoué. »

Et c'est à ce moment que le lieutenant-colonel Hentsch, officier de renseignement du G. Q. G., fait sa première apparition au front. Entre cette visite, peu connue (parce qu'il ne fit qu'approuver les dispositions prises) et celle, si différemment commentée, qu'il fit aux Q. G. d'armées les 8 et 9 septembre, se placent les événements capitaux des 6 et 7 septembre et en particulier le fameux ordre n° 6 de Joffre déclenchant la grande offensive.

(A suivre.)

Petites nouvelles

Conformément au cycle établi en matière de cours de répétition, cette année, ce sont les 2e et 6e divisions qui effectueront ce qu'il est convenu d'appeler des grandes manœuvres.

La 2e division mobilisera le 31 août (l'artillerie le 28 août). La disposition des cantonnements pour la première semaine du cours de répétition permet de tirer quelques indications sur la composition probable des deux groupes de manœuvre. Le groupe nord, avec les brigades d'inf. 4 et 6 (moins le régiment d'inf. 11) occupera la région Granges-Vauffelin-Sonceboz-Bienne-Brügg-Meinisberg-Bucheggberg) et le groupe sud (brigade d'infanterie de montagne 5 et régiment soleurois 11) la région entre Berthoud-Krauchtal-Worb-Sumiswald. Le régiment d'infanterie de landwehr 43, composé du bataillon soleurois 111 et du bataillon de carab. 112, prendra part également aux manœuvres, de même que les troupes d'armée suivantes: brigade de cavalerie 1 (cantonnée dans la région Wengi-Lyss-Bargen, Seedorf, Schüpfen), le régiment d'artillerie lourde 1 (Kallnach, Anet, Morat), le groupe cycliste 1, le bataillon de pontonniers 1, la compagnie de radio-télégraphistes 1, la compagnie d'aérostiers 2 et la compagnie de projecteurs 1.

La division légère de manœuvre sera commandée par le colonel de Graffenried, commandant de la Brigade d'infanterie de montagne 5. Le directeur des manœuvres sera le cdt. du 1er corps d'armée, colonel Guisan, qui établira sans doute son quartier général à Berthoud. Le défilé traditionnel aura lieu le jeudi 10 septembre.

Quant à la 6me division, elle mobilisera le 14 septembre (artillerie le 11 septembre). Les manœuvres, qui débuteront après le dimanche du Jeûne fédéral, se dérouleront dans la région du bas Toggenburg. La division de manœuvre sera commandée par le colonel-divisionnaire Labhart, chef d'arme des troupes légères. Les manœuvres s'effectueront dans un rayon assez étendu et imposeront aux troupes dites légères d'intéressantes tâches à résoudre.

*

Il semble bien que la prodigieuse avance des Italiens en Ethiopie, ces derniers temps, ait démontré de façon éclatante la valeur de la motorisation. Espérons que notre état-major en aura tiré les conclusions voulues et cela même à l'instant où les nouveaux crédits militaires ont été votés. Nous reviendrons en détail sur ce sujet dans le prochain numéro.

*

En France, on s'est montré extrêmement satisfait du plan suisse de réarmement et on a pu lire notamment dans le « Journal », de Paris, cette phrase se rapportant à notre pays: « Cet effort est infiniment précieux pour nous Français. N'a-t-il pas, en effet, pour but de couvrir notre flanc droit: Belfort et la trouée d'Alsace, Lyon et la vallée du Rhône? »

Le spese militari straordinarie

Si tratta come è noto di una domanda di credito ammontante a 235 milioni. Il decreto relativo entrerà in vigore non appena sarà stato ratificato dalle Camere.

La posizione strategica del nostro Paese nel centro dell' Europa, di un Europa come si presenta attualmente, ne fa risultare l' assoluta necessità di adattare la nostra difesa nazionale alle nuove condizioni. La fiducia nei trattati è scossa, gli sforzi fatti per giungere al disarmo generale sono falliti, la situazione internazionale tesa, la senofobia dichiarata. In un tale scenario la Svizzera deve assolutamente contare sulla solidarietà del suo popolo nell' opera di premunizione del Paese contro pericoli esteriori, contro minacce alla neutralità ed alla indipendenza della Confederazione. La nostra neutralità ha la sua logica naturale e sicura difesa più che nella fede nei trattati, più che nella parola dei consessi diplomatici, nella ferrea volontà del suo popolo e nella efficiente preparazione del suo esercito. Una Svizzera unita ordinata calma solidamente presidiata, può affrontare con serenità gli uragani che si scatenano attorno alle sue frontiere.

E... oggi vediamo i socialisti antimilitaristi, antipatriottici, favorevoli al piano di difesa nazionale! Non è che abbiano compreso il loro errore, nè acquistato qualche cosa di ideologico nel loro modo unilaterale di pensare, vedere ed agire. No. Lo spiega Grimm dalle colonne della « Tagwacht » di Berna, per loro è necessario premunirsi da un attacco fascista, sia nordico o venga dal sud! Non partono, i socialisti, dal concetto patriottico che tanto sta a cuore agli svizzeri, partono, come sempre, dall'egoismo e da interessi poco simpatici. Grimm dichiara che si deve esser pronti a difendere la — *Democrazia* contro aggressori fascisti! L' armata non è dunque più quello avvanzo di barbarie, quella classe spregiata difesa del capitalismo, il parassita che dissecca e distrugge la vita della nazione! Oggi anche per loro l' armata è una necessità alla protezione delle loro libertà delle sovranità individuali che negano agli spagnuoli, rifiutano ai russi, contendono in Francia, in America ovunque! Come sempre si assiste allo sfoggio delle loro continue incoerenze.

La ripartizione delle spese per il rafforzamento della nostra difesa nazionale è così prevista:

Protezione aerea 115,7 milioni,
Protezione della frontiera 46 milioni,
Truppe leggere 14,1 milioni,
Artiglieria 26 milioni,
Truppe del genio 9,9 milioni,
Truppe di sanità 8 milioni,
Materie di corpo e di riserva 8 milioni,
Costruzioni 13,5 milioni.

Su questa somma totale di 234,1 milioni, 176 milioni saranno *spesi nel paese,* ordinazione all' industria 134

milioni, all' artigianato 10,35 milioni e all' industria edilizia 31,3 milioni; quindici milioni vanno a fondo miglioramento dell' aviazione, cosicchè soltanto 44 milioni saranno spesi all' estero.

Il progetto assicurerà lavoro a circa *10,000 operai per tre anni* e permetterà di versare almeno 100 milioni in forma di salari. Le misure previste permetteranno quindi, non solo di rafforzare la difesa nazionale, ma procureranno preziose occasioni di lavoro, segnatamente nelle regioni duramente colpite dalle crisi.

I mezzi finanziari saranno ottenuti mediante l' emissione di un prestito per la difesa nazionale, a interesse ridotto del 2½ % e a quote di sottoscrizioni modeste. I titoli di questo prestito saranno parzialmente o totalmente esonerati dalla tassa federale di bollo sulle cedole. Il prestito sarà emesso quando le Camere avranno approvato, nella sessione di giugno, le proposte del Consiglio federale.

Il messaggio del Consiglio federale chiude con un appello allo spirito di sacrificio di tutti i cittadini, trattandosi nè più nè meno che di tutelare il nostro bene più prezioso, la libertà e la nostra indipendenza. Possa questo appello avere l' eco che esso merita.

La conferenza del Sig. Ten. Colonnello Vegezzi sulla difesa antiaerea

(Continuazione.)

Inghilterra.

L' Inghilterra organizzò delle divisioni antiaeree composte di soldati della territoriale per la difesa della metropoli e dei distretti industriali. Il Ministero dell' interno si propone di fondare un istituto per la protezione antiaerea, istituto destinato, pare, ad istruire, in primo luogo, i dirigenti dei servizi pubblici, i chimici ed i medici. L' istruzione della popolazione civile incomincerà in seguito a questi corsi. Secondo la stampa inglese il governo intende procurare alla popolazione maschere antigas. Si ha però l' impressione che l' Inghilterra, in fatto di protezione antiaerea, sia in ritardo confronto ad altri paesi. Ma la sua posizione geografica e politica non è paragonabile a quella degli altri Stati continentali.

Giappone.

L' armata giapponese ha effettuato, in questi ultimi tempi, una radicale trasformazione della propria armata secondo le esigenze della nuova tecnica bellica. Negli ultimi anni si è intensamente preso ad esame la questione della difesa antiaerea, facendo pure assegnamento sulla collaborazione femminile. Esiste una lega giapponese per la difesa antiaerea, lega appoggiata dalle autorità militari ed organizzata secondo il tipo polacco. Si raccolgono fondi necessari all' acquisto di armi antiaeree (aereoplani, cannoni, riflettori ecc.). Il Giappone conta su una tipica associazione di difesa. Ricoveri sono già costruiti nella capitale e nelle città portuarie.

Cecoslovacchia.

La legge cecoslovacca sulla protezione antiaerea, approvata dal Consiglio dei Ministri il 4. 2. 35, è da essere considerata un vero modello di legge del genere.

Eccone i capisaldi

Capomastri e proprietari d' immobili sono obbligati di dotare le case di ricoveri muniti delle installazioni prescritte e di vegliare sul loro mantenimento. Sono accordate facilitazioni per nuove costruzioni di ricoveri. Gli Uffici comunali di costruzione effettueranno un censimento di quei locali, che già sin d' ora, possono essere utilizzati come ricoveri antiaerei dei quali le nuove costruzioni edili devono obbligatoriamente essere provvisti.

La *espropriazione* ed in casi esigenti anche la *distruzione* di abitati sono previste.

Si potrà costringere i benestanti ad acquistare, non solo per loro uso personale, ma anche per i loro congiunti maschere antigas. Vendita, fabbricazione ecc. di maschere antigas sono considerate come industrie concessionarie e quindi sotto il diretto controllo delle autorità.

I Comuni sono obbligati di costruire ricoveri pubblici ed autorizzati di prelevare speciali imposte.

Restano di competenza comunale: i servizi segnalazioni, di allarme, e sanatario. I Comuni che non si attenessero agli ordini emanati potranno vedersi privati del diritto d' applicazione delle prescrizioni edili.

I Comuni hanno il diritto di chiedere la collaborazione di singole persone e delle corporazioni.

Esistono Commissariati di difesa nazionale. Gli Uffici politici dovranno agire in conformità ed in unione colle autorità militari.

Il sabotaggio contro la protezione antiaerea è severamente punito, in certi casi potrà essere applicata *la pena capitale.* Ogni negligenza commessa è pure passibile di punizione. In caso di attacco antiaereo ogni persona è tenuta, di portare il suo aiuto ai pericolanti.

La legge dimostra come gli enti ufficiali della Cecoslovacchia abbiamo seguito, in questo dominio, un lavoro preparatorio fondamentale. Il Finanziamento potrebbe avvenire con nuovi prestiti, crediti, emissione d'obbligazioni, buoni del tesoro o con lotterie.

Il testo della legge sulla difesa antiaerea svela una conoscenza approfondita della questione e della tecnica edile.

Problema dell' evacuazione

Secondo concezioni francesi certe città, o certi quartieri di città non potendo essere efficacemente protetti devono venire evacuati. Secondo, invece, idee germaniche un' evacuazione non è possibile per ragioni morali e tecniche.

Durante la guerra mondiale vennero evacuate numerose località: città e villaggi. Uno degli esempi tipici fu l' evacuazione di Dünkirchen. I grandi centri, come Parigi e Londra, non furono evacuati. In queste città numerosi abitanti abbandonarono però le loro abitazioni e la città. Non si può parlare di evacuazione anche quando alcune migliaie di parigini abbiano, nel 1918, lasciato la capitale francese.

La gravità e l' importanza di tale problema risulta anche dal fatto che, se l' evacuazione non è organizzata nei più minuziosi dettagli, la popolazione nei momenti di pericolo, potrebbe darsi alla fuga la quale se può rappresentare una evacuazione è sempre primitiva, gravida di conseguenze e diventa spesso disastrosa. Fughe in massa sono note dalla guerra mondiale. Quale somma di dolori, di patimenti, di sacrifici, di perdite umane e materiali provochi la fuga risulta dalle seguenti constatazioni.

Nel 1914 una parte della popolazione belga lasciò precipitosamente il paese di fronte all' avanzata delle truppe tedesche. Senza l' Olanda sarebbe successo una delle più terribili catastrofe umane. Nel 1915 la popolazione della Prussia abbandonò il paese davanti la terribile invadenza russa; tutto fu messo a ferro ed a fuoco. Masse interminabili di civili fuggì verso l' interno della Germania. Strade, ferrovie furono prese d' assalto ed ingombrate tanto che l' esercito fu ostacolato nelle sue dislocazioni e nelle sue manovre.

Migliaia di persone, di animali (cavalli, bovini, ecc.) perirono nella disastrosa fuga; paese e parti di città furono distrutte; i danni materiali incalcolabili. Si contano da 100 a 150 mila le famiglie che hanno completamente perso tutti i loro beni. Questi due esempi mostrano esaurientemente come evacuazioni non previste e non organizzate possono degenerare in fuga di masse e come una popolazione inerme presa dal panico possa provocare disastri e catastrofi. L' evacuazione è, come già detto, un problema importantissimo. Le misure da prendersi sono misure di ordine di trasporto di vettovagliamento di alloggi in un primo tempo, e misure sanitarie, di lavoro, di istruzione (ragazzi) ecc. in seguito.

Come la protezione antiaerea, in genere, anche l' evacuazione, in particolare, non può essere improvvisata. Dall' estero giungono notizie che le evacuazioni delle città più minacciate sono già previste ed organizzate. Se in un primo tempo riesce alle autorità militari e civili di ottenere un evacuazione ordinata, il successo è gia importante.

In una guerra le evacuazioni saranno sempre necessarie. Si pone quindi il problema: se all' inizio di una guerra certe città, od almeno certi quartieri di città (per esempio il centro molto abitato e con una superficie fabbricata molto elevata) non debbano essere evacuati. *Domanda di capitale gravità.*

In Italia l' evacuazione delle città è trattata da un punto di vista nuovo. Le città non devono essere evacuate ma *spopolate.* Concezione questa che mi sembra degna di severo studio, perchè essa è forse la forma di evacuazione che più ci converrà. La spopolazione delle città è considerata, in Italia, come una delle misure più efficaci. All' inizio di una guerra, forse meglio, alla minaccia di guerra, la spopolazione sarà eseguita su vasta scala. La popolazione è suddivisa in tre classi:

in persone che devono lasciare immediatamente la città, in quelle che restano ed in quelle che sono designate all' organizzazione della spopolazione (trasporti, servizio di ordine, vettovagliamento, ecc.).

(Continua.)